LA POLÉMIQUE NE FAIT QU'ENFLER

Vaccin, ce qu'il faut savoir

Depuis lundi dernier, les associations des parents d'élèves polémiquent avec les ministères de l'Education nationale et celui de la Santé au sujet du vaccin combiné rougeole-oreillons-rubéole (ROR). Désintoxication…

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Une polémique opposant les associations de paiement d'élèves au ministère de l'Education nationale et celui de la Santé meuble le débat national depuis lundi dernier, date du début d'une campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole pour les enfants âgés de 6 à 15 ans. Les parents d'élèves paniquent puisque le vaccin n'est pas prévu dans le calendrier de vaccination de routine. Et, les deux ministères n'ont pas jugé utile de communiquer sur le sujet avant le lancement de cette campagne, laissant libre cours à toutes les spéculations, lesquelles sont allées jusqu'à remettre en cause la fiabilité du vaccin et du laboratoire qui le fabrique ainsi que celle des personnels médicaux mobilisés pour l'opération. De quoi s'agit-il ?

Dans le cadre du programme national d'élimination de la rougeole et de la rubéole, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH) organise depuis lundi dernier une campagne nationale de vaccination en milieu scolaire qui devrait se poursuivre jusqu'au 15 mars prochain. La rougeole étant éliminée depuis 1996, l'Etat algérien vise son éradication d'ici à 2020 et organise régulièrement des campagnes de consolidation pour éviter les risques de résurgence de cette maladie.

Or, le nouveau calendrier de vaccination a remplacé le vaccin anti-rougeoleux (VAR) administré aux enfants en une dose à 9 mois et une autre à six ans, par le vaccin combiné rougeole-oreillons-rubéole (ROR) en deux doses également, à 11 mois puis à 18 mois. Les premiers nourrissons qui seront vaccinés au ROR le seront à partir du 24 mars prochain. Le MSPRH a décidé par ailleurs de mener cette première campagne de vaccination au ROR destinée aux écoliers de 6 à 15 ans, justement pour rattraper les enfants et les jeunes adolescents incomplètement vaccinés, notamment contre la rubéole. La vaccination contre la rubéole, faut-il le noter à titre d'exemple, a été généralisée dès 1970 en France pour les filles de 11 à 13 ans et les femmes en âge de procréer avant d'être étendue en 1986 aux enfants de 12 à 24 mois avec les vaccins ROR.

Mais, la campagne du MSPRH s'est heurtée à une panique provoquée par certains responsables d'établissements scolaires qui ont fait signer à des parents d'élèves des «décharges» dégageant leur responsabilité en cas de complications résultant de l'administration de ce vaccin combiné utilisé pour la première fois en Algérie. Et ce, malgré le fait qu'il dispose de toutes les certifications d'usage, qu'il est utilisé dans des dizaines d'autres pays et qu'il est fabriqué par le laboratoire Serum Institute of India (SII) qui fournit à l'Algérie la quasi-totalité de ses besoins en vaccins depuis maintenant 40 ans. Cette demande saugrenue desdits responsables d'établissements a suscité une vive polémique entre le ministère de la Santé et celui de l'Education nationale d'un côté et des associations de parents d'élèves de l'autre côté. Une polémique par médias interposés, ponctuée par des appels au boycott de la campagne de vaccination qui n'est d'ailleurs pas obligatoire, ainsi que des rumeurs énumérant des morts parmi les enfants vaccinés. Ce qui, a-t-on appris auprès du ministère de la Santé, a poussé ce département à s'en remettre à la justice pour savoir qui aurait torpillé cette campagne, en déposant une plainte contre X.

Photo : DR

Le vaccin n'est pas prévu dans le calendrier de vaccination de routine.

Le vaccin ROR étant indispensable pour lutter contre la rubéole – une infection virale contagieuse qui touche le plus souvent les enfants et les adultes jeunes et devient redoutable chez la femme enceinte où la transmission du virus au fœtus a de graves conséquences induisant de fausses couches ou des malformations congénitales –, la campagne visait près de sept millions d'élèves quel que soit leur statut vaccinal antérieur. Un objectif compromis à cause de cette panique plutôt injustifiée et qui ne peut être atteint que si les délais étaient prolongés au-delà du 15 mars.

L. H.

ILS SONT EN GRÈVE DE LA FAIM ILLIMITÉE

Appel de détresse des étudiants en chirurgie dentaire

Les étudiants en chirurgie dentaire passent à la vitesse supérieure et entament une grève de la faim. Sept départements à travers les universités de médecine du pays ont répondu à cet appel. Un mouvement illimité qu'ils ne comptent pas suspendre tant que leur plateforme de revendications, soulevée depuis 2011, n'est pas satisfaite.

Salima Akkouche -Alger (Le Soir) - Dernier recours pour se faire entendre! Les étudiants en chirurgie dentaire, en grève depuis le mois de novembre dernier, ont décidé de radicaliser leur action en entamant depuis mardi une grève de la faim. Maiche Aïssa, délégué des étudiants du département de chirurgie dentaire de l'université de médecine de Tizi-Ouzou et membre de la coordination nationale des chirurgiens dentistes, a déclaré que cette action est le dernier recours des étudiants qui n'arrivent pas à faire aboutir leurs revendications depuis 2011.

Les étudiants de l'ensemble des départements de chirurgie dentaire à travers le pays, rappelle-t-il, sont en grève depuis le mois de novembre dernier pour réclamer de meilleures conditions pédagogiques mais leur appel n'a pas été entendu. Les grévistes, poursuit-il, ont aussi demandé l'installation d'une commission interministérielle pour trouver des solutions aux préoccupations soulevées mais aucune suite n'a été donnée.

Les étudiants ont épuisé, dit-il, tous les moyens pour se faire entendre, en vain. Les grévistes, assure cet étudiant, sont mobilisés et déterminés pour se faire entendre, et ne comptent pas surseoir à leur mouvement tant que les problèmes soulevés restent en suspens.

Actuellement, sept départements de chirurgie dentaire à travers le pays ont adhéré à cette action de la grève de la faim.

Les services de sécurité sont toujours déployés en force dans la capitale notamment devant le CHU Mustapha-Pacha où les étudiants en pharmacie et chirurgiens dentistes ont tenu un rassemblement la semaine passée. Pourtant, les étudiants assurent n'avoir prévu ni de marche, ni de rassemblements. «Les étudiants sont en grève de la faim chacun dans son département, nous n'avons pas prévu de rassemblements ou de marche, notre seule action de protestation c'est cette grève de la faim» a précisé M. Maïche. Il a rappelé que les grévistes réclament entre autres une nouvelle classification, une augmentation du nombre de postes de résidents attribués à la chirurgie dentaire, une augmentation de la bourse, l'amélioration des supports pédagogiques, la mise à jour des programmes de formation de sorte à suivre l'évolution de la science au niveau mondial, l'ouverture des centres de santé publique pour les étudiants en chirurgie dentaire pour des stages pratiques et la rénovation du matériel pédagogique.

Les départements de pharmacie sont également paralysés depuis plus de quatre mois.

Le ministère de la Santé a tenté une initiative d'apaisement en février dernier en recevant une délégation des étudiants.

Dans son communiqué, ce département a souligné que certaines des revendications des étudiants ont été déjà prises en charge en s'engageant à satisfaire le reste.

Selon M. Maïche, les étudiants demandent des réponses concrètes puisque les promesses tenues déjà depuis 2011 dans un P-V ne sont toujours pas respectées.

S. A.

L'AVEU EST DE ABDEREZZAK MOKRI :

«L'abstention nous arrange»

Alors qu'elle constitue la hantise aussi bien pour le pouvoir que pour l'écrasante majorité de la classe politique, l'abstention lors des élections législatives du 4 mai prochain ne semble pas effrayer le MSP. Bien au contraire, elle «arrange» les affaires du mouvement.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - L'aveu, c'en est vraiment un, est du président du mouvement. «Je vais vous étonner en vous affirmant que «l'abstention travaille notre mouvement et nous arrange. Elle ne nous fait pas peur», soutenait, hier Abderezzak Mokri dans une conférence de presse lors de laquelle il a présenté l'étendue de la participation du parti aux prochaines législatives. Et d'expliquer que son parti a «des militants qui votent massivement même avec des parapluies», comme pour signifier indirectement que les autres partis n'ont pas de militants ou quand ils en ont, ce n'est pas de la même consistance que celle de son parti. Et malgré cette donne, le président du MSP soutient mener une campagne active en vue de convaincre le maximum de citoyens à voter le 4 mai prochain, certain de convaincre grand nombre d'entre eux, à accorder leurs suffrages à son mouvement. Car pour Mokri, il y va de l'intérêt du pays et de la pratique démocratique dans le pays qu'il y ait une large participation lors des prochaines élections législatives. Un scrutin dont «la véritable réussite se mesure, selon lui, à sa transparence et à sa régularité indépendamment des vainqueurs» quoique soutenant que dans ce cas, «le MSP en sortira le premier».

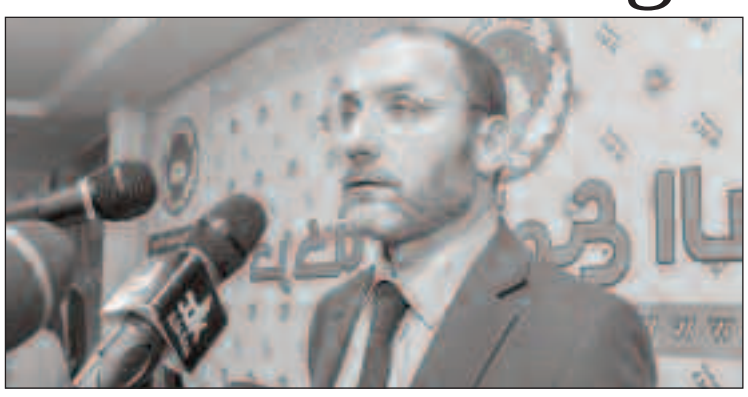

Photo : Samir Sid

Abderezzak Mokri.

Revenant sur la participation du parti au niveau de l'ensemble des circonscriptions électorales, le président du MSP a ironisé en affirmant que c'est «le contraire qui aurait étonné», précisant que le mouvement a même précédé à la collecte des signatures des électeurs au niveau de certaines wilayas où il en était pourtant dispensé.

Une démarche qui se veut comme un message politique quant à fraude dont le MSP a été toujours victime, citant le cas de la wilaya de Tizi-Ouzou où il a réussi à collecter pas moins de 7 000 paraphes d'électeurs. Ce qui, selon Mokri, ouvre droit à un siège, voire même deux sièges au soir du 4 mai porchain, comme pour prévenir d'une éventuelle spoliation dont serait victime son parti.

Pour le président du MSP, cette participation record du parti est une «preuve par les chiffres du leadership du mouvement au sein de l'opposition», promettant que le parti fera, lors de la campagne électorale, un ensemble de «solutions et d'alternatives», comme pour répliquer que son parti est loin d'être «stérile».

M. K.